



Déclaration préalable de la FSU au CDEN du 9 septembre 2014

Le nouveau casting gouvernemental pourrait apparaître peu important au regard de la continuité de la ligne politique austéritaire que la FSU dénonce. Et pourtant, la nomination de Mr Macron aux fonctions de ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique dans le gouvernement Valls II est un signal supplémentaire envoyé au monde de la finance, des marchés et au patronat. Chaque jour, on ne compte plus les mauvais coups portés au salariat dont la liste s'allonge : renforcement du contrôle des chômeurs, remise en cause des 35h, des seuils sociaux, réflexion sur le travail le dimanche,... alors que le Medef plébiscite le premier ministre. C'est la même politique antisociale qui se poursuit, voire qui s'aggrave : la sortie de crise n'est pas en vue, le chômage explose, les inégalités se creusent, le pouvoir d'achat des salarié-es baisse, précarité et pauvreté s'accroissent, les services publics et la protection sociale sont mis à rude épreuve. Du pacte de compétitivité au pacte de responsabilité, les choix du gouvernement tournent le dos aux urgences économiques, sociales et environnementales de l'heure et sont socialement injustes et économiquement dangereux. Ainsi, les grandes entreprises n'ont jamais distribué autant de dividendes à leurs actionnaires, plus 33 % sur le premier semestre, alors même qu'elles reçoivent des aides publiques sans contrepartie et que leurs investissements productifs a même reculé.

Tout indique la volonté politique de formater l'État social aux attentes du marché. Des choix économiques tels que l'inscription de la France dans le pacte de stabilité budgétaire et dans les négociations opaques du TAFTA. Des choix stratégiques aussi comme celui de lier la réforme des services publics, la réforme de l'état et la réforme territoriale. Ainsi, la création d'un conseil national des services publics préfigure externalisations et privatisations de missions. Le choc de simplification entérine quant à lui le recul du contrôle administratif de l'État. La réforme territoriale, au-delà du mécano, inscrit pleinement les territoires et les populations dans la compétition et la concurrence libérale.

La FSU, convaincue qu'une autre politique est possible, continue d'exiger une meilleure répartition des richesses produites qui passe notamment par une réelle réforme fiscale, par la fin du gel du point d'indice et l'ouverture de négociations salariales pour toutes et tous, par un investissement dans tous les services publics et la Fonction publique avec la création des emplois nécessaires.

Des échéances importantes se dessinent : la réunion des fédérations de fonctionnaires le 15 septembre doit décider d'une action sur les salaires et la préparation du budget 2015 est en cours. La FSU prendra toute sa place pour peser, avec les personnels et les autres forces syndicales, sur les choix budgétaires qui se préparent dans le cadre d'une austérité renforcée.

Au niveau de l'éducation, la nomination de Madame Najat Vallaud-Belkacem a mis sur le devant de la scène la question des ABCD de l'égalité (dont la droite réactionnaire s'est immédiatement emparée, en agitant l'épouvantail de la pseudo théorie du genre avec le relais bienveillant des médias) et celle des rythmes scolaires, ce qui a permis de passer au second plan les problèmes d'une rentrée "techniquement non réussie" : au second plan, mais pas sous silence !

La situation est telle que les médias ont dû malgré tout faire état des difficultés de recrutement, d'affectations, de fonctionnement des écoles et établissements. Avec les personnels, loin des éléments de langage convenus, nous constatons :

- les couacs sur affectation des stagiaires, puisque des stagiaires en cours de M2 dans le second degré ont été affectés dans une académie différente de celle dans laquelle ils étudient,
- la crise du recrutement puisque 1861 postes n'ont pas été pourvus aux concours d'enseignants,
- les tensions sur les effectifs, avec 30 000 élèves supplémentaires attendus dans le second degré et 35 300 élèves dans le premier degré sans dotation à la hauteur des besoins,
- l'insuffisance des créations effectives de postes comme le précise le rapport 2014 de la cour des comptes puisque 5159 ETP ont été implantés quand 8781 créations étaient annoncées

Dans le second degré, malgré l'implantation significative d'heures poste dans l'Oise, la multiplication des HSA témoigne de la situation de tension dans les collèges dans un contexte national de sous estimation de la hausse démographique. Comment faire, dans ces conditions pour accueillir de nouveaux élèves sans avoir encore une fois recours aux heures supplémentaires ?

Des postes sont actuellement non pourvus comme à Grandvilliers où un BMP en technologie n'est pas pourvu. Ainsi, cinq classes de quatrième et deux classes de troisième sont sans enseignement technologique. Au collège Mendès France de Méru, trois postes d'enseignants ne sont pas pourvus en mathématiques, anglais et technologie. Comment allez-vous assurer ces enseignements obligatoires ?

Concernant les SEGPA, le cylindrage et l'inclusion sans moyens d'accompagnement sont toujours d'actualité. La FSU poursuivra son action avec les personnels pour le maintien de cette structure et son déploiement territorial qui doit permettre des possibilités réelles d'accès de proximité pour les élèves en relevant.

Dans les deux collèges REP+ du département, nous constatons une dégradation sévère des conditions de travail des enseignants à qui on demande d'effectuer de nombreuses heures supplémentaires et de présence au collège à l'opposé de l'esprit et des textes prenant en compte la difficulté d'exercer dans ses établissements !

Dans le premier degré, dans l'Oise, pour revenir à l'existant d'avant 2008, il faudrait créer plus de 157 postes et ouvrir en plus près de 360 postes pour abonder les nouveaux dispositifs. Avec une dotation de 12 postes à la rentrée 2014, on est donc bien loin du compte !

Vous avez du à cette rentrée, en raison de la confirmation du maintien voire de la hausse des effectifs, ouvrir des classes et parfois dans des écoles victimes de mesure de fermetures. Mais, au-delà de ces mesures d'urgence, les conditions de cette rentrée dans le premier degré ne sont pas satisfaisantes. Les effectifs restent élevés dans de nombreuses écoles du département. Quant aux nouveaux dispositifs, financés au détriment de l'accompagnement de la hausse démographique, ils sont largement insuffisants et ne permettent pas de transformer l'école en profondeur.

Ajoutons à cela la généralisation de la semaine de 4,5 jours qui désorganise complètement l'école, engendre un véritable casse-tête pour l'organisation du service, une restriction des droits des personnels, une flexibilisation des personnels remplaçants sur fond de gel des salaires, le renforcement de l'école privée et des inégalités territoriales. Le moral des enseignants du primaire est en berne avec 91% d'entre eux qui estiment que leurs conditions de travail se sont dégradées ces dernières années.

Ce constat de rentrée est inquiétant, aucune amélioration à l'horizon dans un contexte de disette budgétaire qui se confirmera sûrement dans le Projet de Loi de Finances 2015. Aussi, la FSU considère que les conditions de cette rentrée ne traduisent pas l'ambition proclamée pour l'École et pour le pays. En lien avec les personnels, elle construira les actions nécessaires pour traduire dans les faits une réelle priorité à l'école, aux élèves et aux personnels. La FSU appelle tous les agents de la fonction publique à se mobiliser plus que jamais pour la défense et le développement des services publics et de leurs droits sociaux individuels et collectifs.

La FSU souhaite attirer l'attention sur la situation de la commission de réforme et du comité médical dans le département de l'Oise. Concernant le comité médical, des dossiers en retard s'accumulent à la hauteur de 94 CLM et 43 CLD, congés maladies de plus de 6 mois, temps partiels thérapeutiques en souffrance. Cela entraîne des situations compliquées pour des personnels déjà fragilisés. Ce n'est pas une situation récente. Nous avons déjà interpellé les précédents préfets de l'Oise.

Concernant la commission de réforme, il est indispensable, pour la FSU, d'essayer d'avancer vers un fonctionnement plus régulier et plus rapide.

En cette rentrée, la FSU tient à rappeler son soutien à la scolarisation de tous les élèves : elle était aux côtés des enseignants, des parents d'élèves, des lycéens dans leurs mobilisations autour des familles Amaryan de Beauvais, Manoukyan de Creil, avec Ngombo, lycéen à Beauvais...

Nous venons d'apprendre qu'une nouvelle famille de Beauvais, les Kocharyan dont le fils Sargis est scolarisé dans nos écoles depuis 3 ans était menacée d'expulsion...

Pour la FSU, Pas une chaise vide en cette rentrée... Chaïlas, Karina, Janik, Ngombo, Gréta, Haikaz, Sargis... sont nos élèves et doivent pouvoir continuer leur scolarité dans des conditions dignes... nous demandons leurs régularisations.